



MANIFESTE



avec le soutien de Sidaction
ENSEMBLE CONTRE LE SIDA

« Nous ne sommes pas de simples numéros ou des codes sur des dossiers !

Nous, adolescent.e.s et jeunes vivant avec le VIH, issu.e.s de 11 pays d'Afrique de l'Ouest, du Centre et à Djibouti, constatons que nous devons encore nous battre chaque jour dans nos pays pour nous faire entendre et nous faire reconnaître comme acteurs. Nous existons ! Nous ne sommes pas de simples numéros ou des codes sur des dossiers ! Nos constats sur le terrain sont inquiétants ! C'est donc notre devoir et notre droit, en tant que principales personnes concernées, d'alerter les acteurs engagés dans la lutte contre le VIH.

Nous, adolescent.e.s et jeunes vivant avec le VIH, ne sommes pas reconnus comme une population clé de la lutte contre le VIH ! L'UNICEF nous qualifie même de « laissés-pour-compte ». Nous subissons un retard important dans l'accès aux traitements antirétroviraux (ARV). Alors qu'en 2017, 41 % des adultes vivant avec le VIH en Afrique de l'Ouest et du Centre avaient accès aux traitements, seuls 21 % des enfants de 0-14 ans, et environ 36 % des adolescent.e.s vivant avec le VIH étaient sous traitement (UNICEF, 2017). Dans certains pays, les ruptures d'ARV persistent et se répètent depuis des années et nous sommes souvent les premiers à en pâtir. Les traitements ARV, notamment pédiatriques sont largement insuffisants. **C'est notre santé et notre vie qui sont en danger.**

L'accès aux examens de suivi biologique, indispensable au succès des traitements, est limité et irrégulier. Certains d'entre nous attendent depuis plus de 3 ans et ne savent pas comment leurs corps réagissent aux médicaments, ce qui s'y passe. Est-ce que ça marche ? Est-ce qu'ils peuvent espérer un futur ? Sans examens, ils ne peuvent pas le savoir. Nous continuons à mourir prématurément à cause de la non-considération que certains d'entre vous continuent de manifester à notre égard.

Plus que notre droit à la santé, c'est **l'ensemble de nos droits qui sont remis en cause**. Du fait de notre statut sérologique, nous subissons de multiples stigmatisations et discriminations qui limitent notre accès non seulement à l'éducation mais aussi à l'emploi. Notre avenir est donc en danger. Les gens oublient que nous sommes d'abord des adolescent.e.s et jeunes avant d'être des personnes vivant avec le VIH. Nous avons les mêmes droits que les autres !

C'est vrai : le suivi médical est très important pour notre santé. Mais le suivi psychologique, l'aide sociale, les réponses adaptées à nos besoins en santé sexuelle et reproductive sont aussi essentiels pour notre développement. Nous avons besoin d'une prise en charge complète pour nous aider à prendre soin de notre santé et faire face aux discriminations.

Les réponses doivent être construites par nous et avec nous !

Devant cette situation, nous, adolescent.e.s et jeunes vivant avec le VIH d'Afrique de l'Ouest, du Centre et de Djibouti, demandons aux décideurs nationaux et internationaux de **renforcer les mesures pour l'élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant** et pour la réduction des nouvelles infections chez les adolescent.e.s et jeunes à travers le **renforcement de la prévention et de la sensibilisation**.

Pour nous qui vivons avec le VIH, les décideurs doivent garantir **l'accès gratuit, de qualité et continu à tous les traitements ARV, pour toutes les lignes, y compris les formes pédiatriques**. Les industries pharmaceutiques doivent de leur côté proposer des traitements de plus en plus facile à prendre pour les enfants et adolescent.e.s. Cela peut aider à éviter de nombreux cas de mauvaise observance, de résistance et donc de décès. Les décideurs doivent aussi garantir la disponibilité des traitements contre les infections opportunistes à tous les enfants, adolescent.e.s et jeunes, y compris pour les lésions cutanées qui apparaissent ou deviennent plus visibles pendant l'adolescence.

Au-delà des traitements et des examens de suivi, les décideurs nationaux et internationaux doivent également **garantir une prise en charge complète et de qualité pour tous** les enfants, adolescent.e.s et jeunes vivant avec le VIH. Et plus qu'hier, nous appelons avec urgence à **garantir aux enfants et adolescent.e.s infectés par le VIH un environnement juridique et légal qui ne les discrimine pas, ne les stigmatise pas**, en sanctionnant notamment les cas de violation de la confidentialité, et en mettant fin au test de dépistage du VIH pour l'accès à des emplois et à la formation.

Oui, nous existons ! Nous sommes là et nous sommes indispensables à la fin de l'épidémie ! Les réponses doivent être construites par nous et avec nous ! La participation des adolescent.e.s et jeunes vivant avec le VIH dans la réponse contre le VIH en Afrique doit devenir une réalité. Nous demandons une meilleure place dans les instances et cadres de décision qui nous concernent aussi bien au sein des associations qu'aux niveaux national et international. Les Etats et acteurs financiers de lutte contre le VIH doivent investir dans les initiatives conduites avec ou par les adolescent.e.s et jeunes vivant avec le VIH auprès de leurs pair.e.s et des autres jeunes. Ils doivent également financer les activités de renforcement des capacités des adolescent.e.s et jeunes vivant avec le VIH pour qu'ils/elles deviennent des leaders solides et efficaces.

Notre vie a de la valeur, et vous ne devez jamais l'oublier ! »

Signataires : les adolescent.e.s et jeunes membres de 18 organisations engagées dans la prise en charge du VIH pédiatrique dans 11 pays d'Afrique francophone et rassemblées au sein du réseau Grandir Ensemble, réseau africain pour les enfants et adolescent.e.s vivant avec le VIH :

Bénin : RACINES ; **Burkina-Faso** : REVS Plus ; **Burundi** : ANSS, SWAA-Burundi ; **Cameroun** : KidAids, SWAA Littoral ; **Congo** : Avenir Positif, ASU ; **Côte d'Ivoire** : Centre SAS ; **Djibouti** : Solidarité Féminine ; **Mali** : ARCAD-SIDA, AKS ; **République Démocratique du Congo** : SOS SIDA ; **Tchad** : ADN ; **Togo** : ACS, AMC, CRIPS, EVT.

Réseau Grandir Ensemble

Lomé, Togo

Email : reseauage@gmail.com

Twitter : @GrandirEns_Vih

Facebook : @reseaugrandiresemble

Rodrigue KOFFI, Coordinateur

Abidjan, Côte d'Ivoire

E-mail : kolou.rodrigue@gmail.com

Mobile : (+225) 08 87 65 18



MANIFESTO



« We are not mere numbers or codes on files!

We, adolescents and young people living with HIV, from 11 countries in West and Central Africa and Djibouti, witness that we continue to fight every day in our countries to make ourselves heard and recognized as stakeholders. **We exist! We are not mere numbers or codes on files!** Our observations on the ground are worrisome! It is, therefore, our duty and our right, as primarily concerned, to alert those involved in the fight against HIV.

We, adolescents and young people living with HIV, are not recognized as a key population in the fight against HIV! UNICEF even describes us as « left behind ». We are experiencing a significant delay in access to anti retroviral (ARV) treatments. In 2017, while 41% of adults living with HIV in West and Central Africa had access to treatment, only 21% of children aged 0-14 years, and about 36% of adolescents living with HIV were on treatment (UNICEF, 2017). In some countries, ARV supply shortages have been ongoing for years and continue to persist and we are often the first to suffer the consequences. ARV treatments, especially pediatric ARV treatments, are largely inadequate. It is our health and our lives that are in danger.

Access to biological monitoring, essential for successful treatment, is limited and irregular. Some of us have been waiting for more than 3 years and don't know how their bodies react to drugs, what's going on in their bodies. Does it work? Can they hope for a future? Without biological follow-ups, they can't know that. We continue to die prematurely because of the disregard that some of you continue to show for us.

More than our right to health, it is **all our rights that are being questioned**. Because of our serological status, we face multiple stigma and discrimination that limit our access not only to education but also to employment. Our future is therefore in danger. People forget that, before being people living with HIV, we are teenagers and young people. We have the same rights as others!

It is true: medical follow-ups are very important for our health. But psychological support, social assistance, and responses adapted to our sexual and reproductive health needs are also essential for our development. We need comprehensive care to help us take care of our health and cope with discrimination.

The answers must be built by us and with us!

In response to this situation, we, adolescents and young people living with HIV in West and Central Africa and Djibouti, call on national and international decision-makers to **strengthen measures to eliminate mother-to-child transmission of HIV** and reduce new infections among adolescents and young people through **increased prevention and awareness**.

For us who are living with HIV, decision-makers must ensure **free, good quality and continuous access to all ARV treatments, across all lines, including pediatric forms**. The pharmaceutical industries, for their part, must offer treatments that are increasingly easier to take for children and adolescents, which could help avoiding many cases of poor compliance, resistance and therefore death. Policymakers must also ensure the availability of treatment for opportunistic infections to all children, adolescents, and youth, including for skin lesions that appear or become more visible during adolescence.

In addition to treatment and biological monitoring, national and international decision-makers must also ensure **comprehensive and quality care for all children, adolescents and young people living with HIV**. More than ever, we urgently call for a **legal and judicial environment for children and adolescents infected with HIV that does not discriminate against or stigmatize them**, including through condemnations of cases of confidentiality violations, and the end of HIV testing for access to employment and training.

Yes, we exist! We are here and we are central to end the epidemic! The answers must be built by us and with us! The participation of adolescents and young people living with HIV in the response to HIV in Africa must become a reality. We ask for a better place in the decision-making bodies and frameworks that concern us, both within organizations and at the national and international levels. States and financial partners involved in the fight against HIV must invest in initiatives with or by adolescents and young people living with HIV towards their peers and other young people. They must also fund capacity building activities for adolescents and young people living with HIV so they can become strong and effective leaders.

Our life is valuable, and you must never forget it! »

Signatories: the teenagers and young people from the 18 organizations members of the "Grandir Ensemble" network (Growing Up Together) in 11 francophone African countries:

Benin: RACINES; **Burkina-Faso:** REVS Plus; **Burundi:** ANSS, SWAA-Burundi; **Cameroon:** KidAids, SWAA Littoral; **Chad:** ADN; **Congo:** Avenir Positif, ASU; **Côte d'Ivoire:** Centre SAS; **Djibouti:** Solidarité Féminine; **Mali:** ARCAD-SIDA, AKS; **Democratic Republic of Congo:** SOS SIDA; **Togo:** ACS, AMC, CRIPS, EVT.

Network Grandir Ensemble

Lomé, Togo

Email: reseauge@gmail.com

Twitter: @GrandirEns_Vih

Facebook: @reseaugrandirensemble

Rodrigue KOFFI, Coordinator

Abidjan, Côte d'Ivoire

E-mail: kolou.rodrigue@gmail.com

Mobile: (+225) 08 87 65 18